

# ACCESSIBLE ?

POUR UNE  
ALIMENTATION  
DURABLE  
ACCESSIBLE  
À TOUS

QU'EST CE QUI CARACTÉRISE L'ACCÈS À L'ALIMENTATION DURABLE POUR TOUS ? POUR ATTEINDRE UNE RÉELLE DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE, LES PARTENAIRES DU PROJET « ACCESSIBLE » ONT DÉGAGÉ QUATRE GRANDES DIMENSIONS, QUI CONSTITUENT DES HORIZONS À ATTEINDRE.



## 1. LA QUALITÉ ?

### NOTRE PARTI PRIS

- Réinscrire l'alimentation dans un cadre collectif et politique.
- Prendre en compte les fonctions sociales, culturelles, gustatives, conviviales, parentales, symboliques et citoyennes de l'alimentation.
- Ne pas proposer une définition fermée de la qualité pour éviter l'écueil des discours injonctifs.



## 2. LA PARTICIPATION ?

### NOTRE PARTI PRIS

- Remettre les mangeurs et les producteurs au cœur du système alimentaire.
- Penser la participation au-delà de sa forme institutionnelle.
- Penser la participation comme forme de la démocratie.
- Éviter les injonctions à la participation qui peuvent éloigner certains publics.



## 3. L'AGRICULTURE ?

### NOTRE PARTI PRIS

- Penser la question de l'accès pour tous en amont de la production et non en aval.
- Faire apparaître les liens entre problématiques agricoles et problématiques sociales.
- Montrer que la complication et la division du travail agricole ont contribué à l'éloigner des citoyens, à le rendre difficile d'accès et difficile à comprendre.
- Faire apparaître le poids des politiques publiques dans les orientations agricoles.
- Penser la question de l'accès de tous comme un critère de durabilité de l'agriculture.

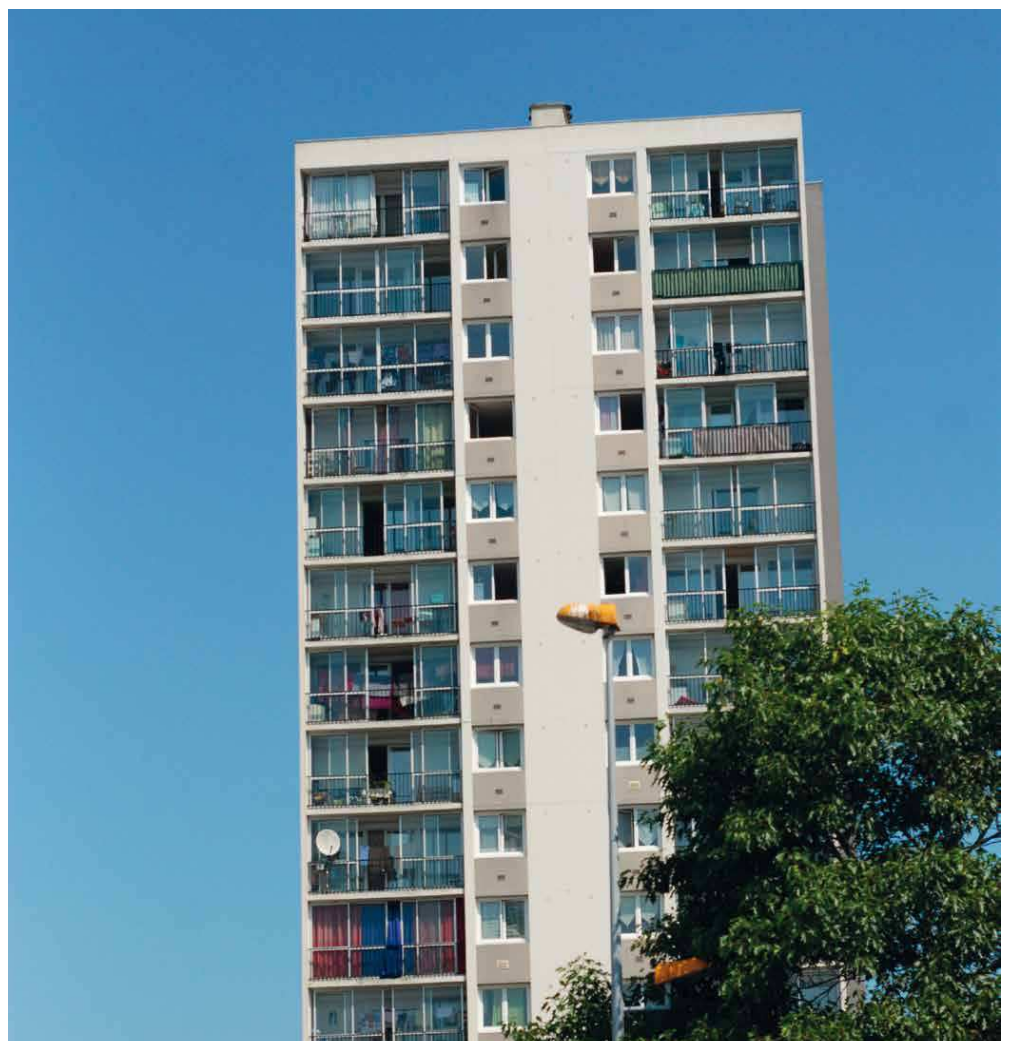


## 4. L'AUTONOMIE ?

### NOTRE PARTI PRIS

- Mettre en lien les définitions de l'autonomie données par le travail social et par les agriculteurs. En effet, l'autonomie s'est avérée être une notion clé tant dans le champ du travail social que dans le monde agricole, avec néanmoins des représentations différentes.
- Penser l'autonomie par le collectif : c'est à travers la mutualisation des expériences, l'appropriation de cadres de références, d'outils, etc., remobilisables par l'individu en fonction du contexte et de son propre cheminement, que chacun pourra s'inscrire dans un processus de changement et gagner en autonomie.

# UN PROJET EN QUATRE DIMENSIONS



## L'AUTODIAGNOSTIC



L'OUTIL D'AUTODIAGNOSTIC PROPOSE UNE SÉRIE DE QUESTIONS ET DE RESSOURCES POUR DEBATTRE COLLECTIVEMENT AUTOUR DE CES QUATRE DIMENSIONS.  
POUR EN SAVOIR PLUS : [CIVAM.ORG](http://CIVAM.ORG) / CONTACT : [ACCESSIBLE@CIVAM.ORG](mailto:ACCESSIBLE@CIVAM.ORG)

# ACCESSIBLE ?

POUR UNE ALIMENTATION DURABLE ACCESSIBLE À TOUS

## UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

L'accès à une alimentation de qualité et durable pour tous et en particulier pour les personnes les plus démunies représente un enjeu agricole et social fort. La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (2014) rappelle l'ambition politique nationale de « faciliter l'accès de tous à une alimentation sûre, diversifiée, en quantité suffisante, de bonne qualité gustative et nutritionnelle, produite dans des conditions durables ».

La question alimentaire émerge ainsi comme une question politique dans laquelle les paysans ont un rôle à jouer. C'est pourquoi Réseau CIVAM a débuté fin 2015 un chantier visant à favoriser l'accès à une alimentation durable et de qualité pour tous.



## CONSTATS ET OBJECTIFS

- Une aide alimentaire stigmatisante : répondre à l'enjeu démocratique.
- Une agriculture surproductrice qui ne parvient pas à faire vivre tous ses producteurs : questionner la durabilité de l'agriculture.
- Une méconnaissance réciproque des conditions de la production et de la consommation : recréer du lien avec tous les consommateurs.

# UN PROJET DE RECHERCHE-ACTION



# AU SERVICE D'UNE ALIMENTATION DURABLE ET DE QUALITÉ POUR TOUS

## ■ L'AIDE ALIMENTAIRE : UNE RÉPONSE INSATISFAISANTE AU PROBLÈME D'ACCÈS DE TOUS À UNE ALIMENTATION DURABLE ET DE QUALITÉ

L'aide alimentaire est devenue une réponse structurelle aux problèmes d'accès à l'alimentation. Elle apparaît cependant de plus en plus controversée. De nombreuses associations observent les limites de ce système de redistribution alimentaire. Selon ATD Quart Monde, des tensions très fortes se cristallisent autour des dispositifs d'aide alimentaire, tant autour de la qualité et de la diversité des produits proposés que par l'aspect stigmatisant du don alimentaire.

Face à la pérennisation de ce qui ne devait être qu'une aide d'urgence, les paysans du réseau des CIVAM s'interrogent : pourquoi le système agricole et alimentaire ne parvient-il pas à nourrir durablement tout le monde ? Quel rôle les acteurs agricoles ont-ils à jouer pour répondre à l'enjeu de l'accès de tous à une alimentation de qualité et durable ?

## ■ LE PROJET ACCESSIBLE : EXPÉRIMENTATION ET ÉVALUATION D'UN SYSTÈME AGROALIMENTAIRE DURABLE POUR TOUS

Pour répondre à ces questions, les adhérents du réseau des CIVAM ont lancé depuis 2015 un projet de recherche-action intitulé Accessible. Soutenu par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, ce projet réunit 18 partenaires dans les secteurs du développement agricole, de l'action sociale, de la recherche et de l'enseignement.

À travers ce projet, il s'agit de penser collectivement la construction d'un système alimentaire et agricole qui puisse permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et durable.

 fondation  
daniel & nina carasso  
avec l'appui de la Fondation de France

  
MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PÊCHE

Avec la contribution financière  
du compte d'affectation spéciale  
"Développement agricole et rural"

  
RÉSEAU  
CIVAM  
CAMPAGNES  
VIVANTES

L'INÉGALITÉ D'ACCÈS À UNE ALIMENTATION DURABLE POUR TOUS :

# SYMPTÔME D'UN SYSTÈME AGROALIMENTAIRE À BOUT DE SOUFFLE

ACCESSIBLE ?

POUR UNE  
ALIMENTATION  
DURABLE  
ACCESSIBLE  
À TOUS

## UN DOUBLE APAUVRISSMENT : CELUI DES AGRICULTEURS ET DES CONSOMMATEURS

La principale réponse politique apportée à la question de l'inégalité d'accès à l'alimentation est celle de l'aide alimentaire, qui se traduit par la fourniture de denrées alimentaires aux personnes les plus démunies. Ainsi en 2013, la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt fixait législativement l'objectif de « concourir à l'aide alimentaire ». Ce dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté permet d'atténuer les symptômes d'un système alimentaire insatisfaisant, sans chercher les causes de sa non-durabilité.

Parler d'alimentation, c'est se poser la question du rôle du système agro-industriel et des politiques agricoles dans le maintien d'un système alimentaire inégalitaire et dans l'appauvrissement d'une partie de la population, dont les agriculteurs font partie. Alors que dans les années 60/70, les politiques agricoles avaient permis d'élever le niveau de revenu des agriculteurs et de fournir aux consommateurs français une nourriture diversifiée, en quantité suffisante et à bas prix, ces politiques semblent aujourd'hui contribuer à un double appauvrissement, tant alimentaire qu'agricole. Cet appauvrissement se traduit par une augmentation des bénéficiaires de l'aide et des familles sous contraintes alimentaires mais aussi par la disparition des producteurs et le maintien de revenus très bas pour plus d'un tiers d'entre eux.



### UNE PROPOSITION DE DÉFINITION DE L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION DURABLE

Selon la FAO, une alimentation durable se définit par sa capacité à « protéger la biodiversité et les écosystèmes, être acceptable culturellement, accessible, économiquement loyale et réaliste, sûre, nutritionnellement adéquate et bonne pour la santé, tout en optimisant l'usage des ressources naturelles et humaines ».

Il s'agit donc, pour assurer une accessibilité de l'alimentation durable à tous, de prendre en compte les modalités de production, de transformation, de distribution et de consommation d'aliments dans la construction du système agricole et alimentaire.

## INÉGALITÉS D'ACCÈS À L'ALIMENTATION EN FRANCE

- En 2017, l'aide alimentaire représentait près d'1,5 milliard d'euros dont un tiers de financements publics, un tiers de financements privés et un tiers correspondant à la valorisation du bénévolat au sein des associations.

Source: Sénat, 2018.

- En 2017, 5,5 millions de personnes bénéficiaient de l'aide alimentaire, un chiffre qui a plus que doublé depuis 2009.

Source: DGCS.

- En 2017, une personne sur cinq était en situation de précarité alimentaire.

Source: baromètre de la pauvreté Ipsos/Secours populaire.



## LA PLACE DE L'ALIMENTATION DANS NOTRE VIE

L'alimentation joue un rôle essentiel dans la santé, l'estime de soi (prendre soin de soi/rapport au corps), le lien social (la convivialité autour du repas), la transmission culturelle (intergénérationnelle, du pays d'origine...), le bien-vieillir ou encore la citoyenneté (via l'acte de consommation).



 fondation  
daniel & nina carasso  
sous l'égide de la Fondation de France

  
MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

  
RÉSEAU  
CIVAM  
CAMPAGNES  
VIVANTES

Avec la contribution financière  
du compte d'affectation spéciale  
« Développement agricole et rural »

# ACCESSIBLE ?

POUR UNE ALIMENTATION DURABLE ACCESSIBLE À TOUS

# VERS DES FORMATIONS SUR L'ACCÈS À L'ALIMENTATION



## L'OBJECTIF DU PROJET ACCESSIBLE

Le projet Accessible a permis d'associer pour la première fois les acteurs de deux filières de formation : agricole et travail social, afin d'intégrer dans les parcours de formation la question d'une alimentation durable et accessible à tous.

## LES ENJEUX

- Comprendre le système alimentaire, la multiplicité et les jeux d'acteurs en lien avec l'alimentation.
- Comprendre les mécanismes de l'aide alimentaire dans ce système.
- Découvrir des expérimentations locales de solidarité alimentaire.
- Se poser la question du sens du métier auquel se préparent les jeunes ou adultes en formation, à travers l'analyse des politiques alimentaires.

■ AU COURS DU PROJET, DEUX MODULES DE FORMATION ONT ÉTÉ EXPÉRIMENTÉS.

## FORMATION AGRICOLE

Un jour de formation, expérimenté en formation BPREA au CFPPA de Bourg en Bresse (formation adulte agricole).

**Déroulé.** Matin : rencontre avec des initiatives locales (banque alimentaire, épicerie solidaire). Après-midi : échanges et analyse en petits groupes.

**Thèmes abordés lors de la journée.** Caractéristiques des publics, dispositifs d'aide alimentaire, jeux d'acteurs; En quoi le système alimentaire et l'aide alimentaire interrogent le métier d'agriculteur?; Comment intégrer ces réflexions dans un projet agricole?

## FORMATION TRAVAIL SOCIAL

Module optionnel de 18 jours de formation de travailleurs sociaux (DE assistant.e de service social; éducatrices et éducateurs de jeunes enfants et spécialisés) à l'IRTS de Montpellier.

Tout au long des années 2 et 3 de la formation, plusieurs rencontres, enquêtes de terrain et tables de discussions ont eu lieu avec la volonté de mixer les publics, croiser les regards et les questions pour permettre aux étudiants de se réapproprier l'accès à l'alimentation.

**Exemple d'acteurs rencontrés:** des chercheurs, des professionnel.le.s du travail social aux prises avec l'aide alimentaire, un supermarché coopératif, des associations caritatives, une productrice en maraîchage bio, des personnes utilisatrices des aides alimentaires, des jardinier.ère.s en jardins partagés, une diététicienne, des formatrices....

Ce module a permis aux étudiants de se doter d'une compréhension nouvelle des enjeux alimentaires, de la discuter professionnellement, et de restituer leurs apprentissages aux étudiants n'ayant pas participé au module. À la demande des étudiants, ce module optionnel a été intégré aux apprentissages généraux.



## POUR ALLER PLUS LOIN

Dans les contextes d'organisation des formations professionnelles, un module peut être proposé :

- par un organisme de formation agricole ou sociale, pour un public cible;
- par « un établissement » réalisant une formation in situ pour son personnel auquel il peut ajouter des acteurs associés.

L'enjeu est de repérer les interlocuteurs locaux afin d'entamer une réflexion commune.

**Exemples de questions abordées au démarrage d'une séquence (en binôme puis mise en commun):**

- À quoi sert l'alimentation pour chacun? Puis tracer la carte des besoins ainsi repérés: culturel, santé, social, énergétique, économique...
- Repérer les zones d'approvisionnement des participants et retrouver les liens avec les lieux de productions, comparer les coûts des produits.
- Faire l'inventaire d'initiatives de solidarité alimentaire au niveau local ou national et choisir d'organiser une rencontre-discussion: « En quoi l'aide alimentaire interroge mon métier? ».

« MANGER SERT À SE NOURRIR, À SE RÉJOUIR ET À SE RÉUNIR. »

DR Jean-Michel Leцерf, médecin nutritionniste, Institut Pasteur, Lille.  
Colloque de la chaire UNESCO AdM, Montpellier SupAgro, 29/01/2016.

## CONTACTS PROJET

IRTS de Montpellier  
Cathy Bousquet  
cathy.bousquet@irtsmontpellier.fr  
Tél. 04 67 07 02 52

CFPPA Les Sardières,  
Bourg-en-Bresse  
Christophe Beaudet  
christophe.beaudet@educagri.fr  
Tél. 04 74 45 50 81

CFPPA de Segré  
Jean-Yves Laurent  
jean-yves.laurent01@educagri.fr  
Tél. 02 41 61 05 30



DANS LA DRÔME

# MARAÎCHAGE SOLIDAIRE



ACCESSIBLE ?



**L'OBJECTIF** APPROVISIONNER EN LÉGUMES LOCAUX ET DE QUALITÉ DES ÉPICERIES SOCIALES ET SOLIDAIRES EN COOPÉRATION AVEC DES MARAÎCHERS DU TERRITOIRE.

## LES ENJEUX

- Accompagner un changement de pratique en matière de consommation de produits sains et locaux, notamment légumes et fruits.
- Créer du lien entre les adhérents des épiceries et les agriculteurs.
- Encourager les épiceries à développer des approvisionnements locaux.
- Permettre aux adhérents des épiceries de retrouver de la dignité, de l'estime de soi et de la reconnaissance à travers la participation aux ateliers de maraîchage.

« La mobilisation des personnes pour participer aux ateliers de Maraîchage Solidaire est parfois difficile. Il faut lever des freins liés au manque de confiance, à l'isolement, au découragement. Mais aussi au fait que les ateliers nécessitent un effort physique, dans un environnement humain et géographique nouveau. Lorsque ces freins sont levés, la satisfaction et le plaisir de participer à l'action sont très présents. »

Corinne, conseillère en Économie sociale et familiale



« Ce qui est intéressant en fait, c'est le lien entre les épiceries, les agriculteurs et les bénéficiaires. Non seulement, moi ça m'aère la tête, mais ça me permet de ne plus être simplement assistée, mais d'être une consommatrice et d'être actrice aussi de ce qui se passe. Donc ça fait du bien, on se sent à moins l'écart. »

Françoise, adhérente d'une épicerie

« J'en retire de la fierté de participer à cette action, c'est un moment de partage et d'échanges. Et puis après voir les bénéficiaires qui sont là, qui sont heureux de venir. Ça veut dire que le projet est réussi. »

Marie, agricultrice

## QUATRE ÉPICERIES SOCIALES

Marie, agricultrice installée à Vaunaveys-la-Rochette (26), accueille les adhérents de 4 épiceries sociales autour d'ateliers de maraîchage. Pommes de terre, carottes, tomates et courges sont mises en culture puis récoltées pour venir alimenter les rayons des épiceries. **Une partie de la production est transformée en conserve** (gratin dauphinois, velouté, compote) lors d'ateliers de transformation collectifs.

### UN DES ENSEIGNEMENTS

Bien identifier les attentes et les besoins des partenaires en termes de lien social et d'enjeux économiques lors du processus de co-construction est essentiel pour la réussite et la pérennisation du projet de Maraîchage solidaire. Les réponses économiques et sociales doivent être adaptées aux territoires et à leurs acteurs pour assurer le bon équilibre du partenariat. C'est ainsi que sur le territoire Drômois, les épiceries et la maraîchère ont convenu que les produits récoltés seraient donnés en compensation de l'aide apportée sur l'exploitation.

Pour tenir compte du contexte local, d'autres dispositions ont été prises pour l'action de Maraîchage solidaire développée dans l'Allier.

4 ÉPICERIES  
1 AGRICULTRICE  
27 ADHÉRENTS D'ÉPICERIES ONT PARTICIPÉ AUX ATELIERS  
800 FAMILLES CONCERNÉES

## CONTACTS PROJET

GESRA  
Marc Tersoglio  
partenariats@gesra.org  
Tél. 06 68 91 26 01



# MARAÎCHAGE SOLIDAIRE

## DANS L'ALLIER



### LE PRINCIPE DU MARAÎCHAGE SOLIDAIRE

Prêt de parcelles et accompagnement technique des maraîchers auprès des épiceries et de leurs bénéficiaires pour les travaux menés (choix des légumes, plantation, entretien, etc...). Récolte des légumes qui alimentent les rayons des épiceries sociales.



ACCESSIBLE ?

**L'OBJECTIF** APPROVISIONNER DES ÉPICERIES SOCIALES ET SOLIDAIRES EN LÉGUMES LOCAUX ET DE QUALITÉ.

#### LES ENJEUX

- Rendre accessibles à tous des produits locaux de qualité.
- Faire émerger une réflexion des maraîchers sur l'accès de leurs produits auprès de publics précaires (nouveaux débouchés, différenciation de prix en fonction des acheteurs...).
- Accompagner le changement de pratique des épiceries pour « mieux s'approvisionner » et de leurs bénéficiaires pour « mieux consommer ».
- Rompre l'isolement et créer du lien entre secteur agricole et domaine social.



**2** ÉPICERIES SOCIALES  
**2** MARAÎCHERS LOCAUX  
**15** BÉNÉFICIAIRES IMPLIQUÉS  
**550** FAMILLES CONCERNÉES

#### UN DES ENSEIGNEMENTS

Dans l'Allier, une compensation financière est versée aux maraîchers pour l'encadrement des ateliers maraîchage et cuisine en contrepartie des légumes produits et donnés aux épiceries. Cette indemnisation prend en compte le temps d'animation des ateliers, mais aussi les aspects logistiques (eau nécessaire à l'irrigation, temps passé par les maraîchers pour l'entretien des parcelles en dehors des ateliers, transport des légumes).

Outre l'attachement et le militantisme des maraîchers pour le projet, il s'agit surtout de reconnaître et valoriser leur implication, leur travail et expertise. La mise en place de ce cadre a favorisé la constitution d'un équilibre partenarial juste et transparent entre les acteurs du projet. Pour tenir compte du contexte local, d'autres dispositions ont été prises pour l'action de Maraîchage solidaire développée dans la Drôme.

« Outre la possibilité de "manger mieux", ces ateliers de maraîchage solidaire permettent de rompre l'isolement parfois subi par les bénéficiaires des épiceries ainsi que par les producteurs sur leurs fermes. »

Élodie Coudert,  
animatrice  
FRCIVAM Auvergne



”

« Je suis fier que l'on ait réussi à fédérer un groupe de personnes motivées et très impliquées dans ce projet. J'adore partager ce que je sais et ce que je fais avec elles. »

Brice Gacon, maraîcher

#### CONTACTS PROJET

Élodie Coudert  
FR CIVAM Auvergne  
coudert.civam@orange.fr  
Tél. 04 73 61 94 04



# UNE BELLE HISTOIRE ENTRE VILLE ET CAMPAGNE

## DANS LE FINISTÈRE

ACCESSIBLE ?

### UNE ACTION EN DEUX TEMPS

Le choix a été fait d'un format simple et convivial dans un premier temps: des matinées thématiques qui regroupaient habitants et paysans – commercialisant dans le Cabas ou non – se sont déroulées au centre social ou sur les fermes. Dans un second temps, des rencontres avec d'autres initiatives qui travaillent sur l'accès à l'alimentation et des temps de partages entre structures ont permis la mise en place d'actions communes plus ambitieuses, telles qu'un festi' marché à Keredern.

### TROIS ASSOCIATIONS PARTENAIRES

Le Cabas des champs, groupement d'achat Brestoïse auprès d'agriculteurs de la métropole Brestoïse;

Le CIVAM, association de développement agricole travaillant sur l'autonomie des paysans;

La CLCV, association permettant aux consommateurs de s'unir pour défendre leurs intérêts et s'impliquer sur les questions liées à la consommation.

UNE SOUPE DISCUT\* SUR LE THEME DE LA VENTE EN CIRCUITS COURTS CHEZ DELPHINE DENIS ET CHRISTOPHE DUMETIER, « AU GOUT DES PLANTES » A GUICLAN.



**L'OBJECTIF** MISE EN PLACE D'UN CADRE PROPICE À LA DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE.

### LES ENJEUX

- Rendre accessibles à tous et toutes des informations collectivement et individuellement pour comprendre la production alimentaire territoriale et les habitudes alimentaires.
- Mettre en place des espaces d'analyse pour comprendre, travailler et penser les informations en collectif.
- Permettre à chacun, chacune de faire des choix éclairés dans son acte de vente comme dans son acte d'achat.
- Créer du lien entre secteur agricole et domaine social.

**3** ASSOCIATIONS PARTENAIRES  
**15** BÉNÉVOLES, HABITANTS ET PAYSANS  
**70** FAMILLES CONCERNÉES  
**600** EUROS DE COMMANDES DE LÉGUMES EN MOYENNE PAR MOIS  
**3** SOUPES' DISCUT

#### CONTACTS PROJET

CIVAM du Finistère  
Isaure Saulay  
civam29@orange.fr  
Tél. 02 98 81 43 94

Centre social  
« Les Amarres »  
Frederic Pellé  
frederic.pelle@lesamarres.org  
Tél. 02 98 03 60 13



Brest  
MÉTROPOLE & VILLE



”

« Même si on pense que c'est utopique, que ça ne va pas marcher, il faut essayer parce qu'on peut se tromper: Qui ne se "plante" pas, ne pousse jamais! »

Cité par un bénévole du Cabas des Champs

# SOLID' ALIM EN OCCITANIE



## DES ACTIONS CO-CONSTRUITES ENTRE AGRICULTEURS ET STRUCTURES SOCIALES

Cinq groupes d'agriculteurs sur trois départements de l'Occitanie (Aude : GEM de Narbonne et GEM de Carcassonne, Hérault : GEM de Montpellier et Lieu Ressources de Pézenas, Lozère : Quoi de 9) ont participé à l'évolution des questionnements sur les pratiques alimentaires en co-construisant avec les structures sociales partenaires :

- **Des actions au sein des structures :** acheter, cuisiner et transformer ensemble; déconstruire les idées reçues sur la consommation en abordant les thèmes des prix, de la qualité, de l'origine, ou encore de la saisonnalité.

- **Des actions chez les agriculteurs :** des visites de fermes, à la découverte des productions et des métiers, des ateliers de transformation, des actions de glanage sur les marchés.

### UN DES ENSEIGNEMENTS

Nous avons constaté que la question de l'accès à l'alimentation durable pour tous passe d'abord par le partage, le renforcement des liens sociaux et la remise en confiance des personnes quant à leur place dans la société. Les relations nouées entre agriculteurs et structures sociales pourront ensuite amener à la création de nouveaux circuits d'approvisionnement et au développement d'autres projets communs.

#### CONTACTS PROJET

Marco Locuratolo  
FR CIVAM Occitanie  
accueil.frcivamlr@gmail.com  
Tél. 04 67 06 23 39  
ou 07 76 00 87 55



## ACCESSIBLE ?

**L'OBJECTIF** CONSTRUIRE DES RELATIONS ÉQUITABLES ET SOLIDAIRES ENTRE AGRICULTEURS ET PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ POUR UN ACCÈS À UNE ALIMENTATION DURABLE.

### LES ENJEUX

Les projets visent à proposer, en parallèle de l'alimentation habituelle des personnes, une ouverture vers de nouvelles manières de consommer, vers de nouveaux produits, tout en essayant de tenir compte des situations sociales et personnelles de chacun :

- Précarité économique et isolement alimentaire ;
- Difficultés à se déplacer vers des lieux alternatifs d'approvisionnement ;
- Dépendance aux associations d'aide alimentaire ;
- Perte d'envie de préparer des repas et de plaisir à les consommer.

« La rencontre avec des agriculteurs a pour point de départ une idée simple : reprendre contact avec un "monde" qui nous est devenu étranger, avec lequel nous ne cohabitons pas ou plus : des produits issus de la nature et de la main de l'homme, dans une philosophie de respect des ressources. »

Cécile Casonove, éducatrice spécialisée au GEM de Montpellier.



3 DÉPARTEMENTS  
5 STRUCTURES SOCIALES  
20 AGRICULTEURS IMPLIQUÉS  
120 BÉNÉFICIAIRES IMPLIQUÉS



DES FEMMES ACCUEILLIES AU PALAIS DE LA FEMME EN PLEINE PRÉPARATION DU REPAS DU SOIR.

# UNE CUISINE COLLECTIVE

## AU PALAIS DE LA FEMME À PARIS



### ACCESSIBLE ?

#### TRANSFORMER LE SELF EN CUISINE COLLECTIVE

Le Palais de la Femme est un centre d'hébergement de la Fondation Armée du Salut qui accueille des personnes en situation de grande fragilité. Ce projet vise à transformer le self en cuisine collective pour donner accès aux personnes en situation de précarité du Palais de la Femme à une alimentation de qualité. L'objectif est d'accompagner les résidents vers une autonomie plus globale, à travers l'alimentation, en adaptant le suivi aux souhaits et profils de chacun pour sortir de la distribution et de l'assistantat.

Les rencontres et travaux de groupes ont permis de réfléchir à des solutions qui permettraient aux personnes bénéficiaires de ce projet de faire le choix de leur alimentation, et que celle-ci soit de qualité. Des partenariats ont donc été développés, notamment avec une épicerie solidaire installée dans la structure (Les Jardins d'Alcinoos), une association de lutte contre le gaspillage (Hop Hop Food) ainsi que des producteurs locaux (AMAP, La Ruche qui dit Oui, etc.).

**L'OBJECTIF** ACCOMPAGNER LES RÉSIDENTS VERS L'AUTONOMIE À TRAVERS L'ALIMENTATION.

#### LES ENJEUX

- Favoriser l'autonomie des personnes accueillies à différents niveaux (gestion budgétaire, gestion de l'approvisionnement, choix de l'alimentation).
- Favoriser l'accès à une alimentation de qualité et de proximité tout en prenant en compte la singularité de la personne ainsi que la fonction parentale.

« Ces moments de repas, c'est des moments de partage où les gens ne sont pas seuls. »  
David Wirtz, résident au Palais de la Femme.



**120** BÉNÉFICIAIRES (DONT 50 MÈRES AVEC ENFANTS)

**73** BÉNÉFICIAIRES IMPLIQUÉS

**4** PARTENARIATS : AMAP LA RUCHE QUI DIT OUI HOP HOP FOOD LES JARDINS D'ALCINOOS



#### UN DES ENSEIGNEMENTS

L'objectif de ce projet était de permettre aux personnes accueillies d'avoir accès à une alimentation choisie, de qualité et de proximité. La mise en place d'une cuisine collective ainsi que la création en 2018 d'un poste de « maître de maison », avaient aussi pour but d'accompagner les bénéficiaires vers plus d'autonomie alimentaire.

Au-delà des retards de travaux qui ont perturbé la mise en place de ce projet, des questions d'approvisionnement se sont posées très rapidement. Étant donné les faibles ressources des personnes accueillies, l'accès à une alimentation choisie et de qualité reste compliqué et ce malgré la mise en place de « chèques services » qui sont distribués chaque mois aux résidentes par la structure d'hébergement (habituellement d'un montant de 5€ par jour et par personne). Ces chèques services, qui ne sont pas acceptés par de nombreux commerçants à ce jour, restent de plus d'un montant insuffisant face aux prix pratiqués en région parisienne.

Ces difficultés rencontrées orientent les résidents vers une alimentation « fléchée », qui se limite à des enseignes de grande distribution. Il faut bien entendu garder à l'esprit que chacun a sa définition d'une alimentation de « qualité », terme autour duquel de fortes divergences soulèvent de nombreuses questions à ce jour.

#### CONTACTS PROJET

Palais de la Femme  
Louise Prigent-Bidon  
lprigentbidon@armeedusalut.fr  
Tél. 06 26 46 49 53 ou 01 73 54 14 04

Philippe Alvarez  
palvarez@armeedusalut.fr  
Tél. 01 73 54 14 01



# AUNIS SUD AU PANIER PARTAGÉ



## ACCESSIBLE ?



### UNE ÉPICERIE SOLIDAIRE

En 2014, le Centre Intercommunal d'Action Sociale Aunis Sud a ouvert son épicerie solidaire « Au panier partagé ». Ce lieu de convivialité, d'information et d'insertion, est un outil au service de la lutte contre l'exclusion dans un territoire situé en secteur rural et semi-rural.

« Au panier partagé » permet à des personnes en difficulté sur le plan socio-économique d'acheter des produits alimentaires, d'hygiène et d'entretien variés, de qualité, moyennant une faible participation financière et ce dans des espaces aménagés en libre-service.

L'épicerie propose également des actions collectives, telles que des « ateliers cuisine thématiques » pour sensibiliser notamment sur le gaspillage alimentaire (avec l'association TERDEV), sur l'équilibre alimentaire, la nutrition et santé (avec l'association ACREDIA). D'autres actions sont en cours ou à venir auprès des bénévoles et/ou du public sur l'estime de soi, l'hygiène alimentaire, la pratique d'une activité physique adaptée, l'accès aux loisirs et vacances).

### L'OBJECTIF LUTTER CONTRE L'EXCLUSION À TRAVERS L'ALIMENTATION

#### LES ENJEUX

- À travers l'accès à une plus grande diversité de produits neufs et de qualité, aider des personnes en difficulté sur le plan socio-économique à retrouver le sentiment d'être dans la norme sociale et leur permettre de retrouver une meilleure estime d'elles-mêmes.
- Tout en apportant une réponse alimentaire adaptée, diversifiée et de qualité, permettre aux ménages de faire des économies sur la partie « alimentation » pour pouvoir faire face plus facilement au règlement d'autres charges de la vie courante.
- Proposer des actions collectives pour favoriser la mixité sociale, dans un contexte de fort isolement des personnes.
- Développer les circuits courts sur un territoire ne disposant que de peu de producteurs en fruits et légumes.

#### UN DES ENSEIGNEMENTS

La fin du programme Uniterres porté par l'ANDES depuis le deuxième trimestre 2018, qui permettait aux petits producteurs locaux en difficultés d'être soutenus financièrement et aux épicerie solidaire adhérentes d'être approvisionnées en fruits et légumes et de bénéficier d'un soutien logistique, a été un vrai bouleversement.

En termes d'organisation, il nous a fallu démarcher différents producteurs locaux mais nous nous sommes confrontés à des réalités complexes : comment mettre en place une gestion qui tienne compte de nos besoins (commandes à la semaine), de nos contraintes administratives, budgétaires et logistiques (devis, bons de commande, factures) et de celles des producteurs locaux qui ne peuvent attendre un paiement différé ? Si nous avons pu commencer à nous approvisionner auprès d'un magasin constitué d'un regroupement de producteurs, l'enjeu pour 2019 sera de réfléchir à ce qui peut être mis en place pour développer les circuits courts.

**24** COMMUNES CONCERNÉES  
**02** SALARIÉS  
**45** BÉNÉVOLES ENVIRON  
**366** FAMILLES CLIENTES  
**934** BÉNÉFICIAIRES  
**19** ATELIERS CUISINE  
**03** ATELIERS PARENTS/ ENFANTS  
**05** PARTENAIRES : ANDES, BANQUE ALIMENTAIRE, LECLERC, U EXPRESS, BIOCOOP

« Ça leur permet de garder une certaine dignité. Mais c'est pas toujours facile pour certains, de faire le pas. »

Thérèse Paronneau, bénévole au Panier Partagé.



#### CONTACTS PROJET

CIAS Aunis sud  
3, av. Charles De Gaulle  
17700 Surgères  
Tél. 05 46 52 89 01  
cias@aunis-sud

Delphine Marie-marty,  
(coordinatrice de l'épicerie)  
d.marie-marty@cias-aunis-sud.fr  
Cécile Gioan (directrice du CIAS)  
c.gioan@cias-aunis-sud.fr

